

DOCUMENT DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
A NE PAS COMMUNIQUER AU PUBLIC

SM/82/246 - Sup. 1
TRADUCTION

CE DOCUMENT CONTIENT DES
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

MAURITANIE

Rapport des services du Fonds pour les consultations
1982 au titre de l'article IV

Renseignements complémentaires

Préparé par le Département Afrique et le Département des
relations de change et de commerce

Approuvé par M^r. J.P. Zulu et S. Kanessa-Thanan

17 février 1983

Le présent document contient des renseignements qui ont été récemment obtenus sur la monnaie et le crédit ainsi que le budget et l'évolution des paiements extérieurs par une mission du Fonds qui a séjourné en Mauritanie (18-28 janvier 1983)¹. Le tableau intitulé "principaux indicateurs économiques et financiers" pour la période 1978-82 présenté à la page 5 du document SM/82/246 a été mis à jour (tableau 1) sur la base de ces renseignements.

1. Evolution monétaire

En 1982, le crédit intérieur a augmenté de 20 %, taux qui est nettement inférieur aux projections (28 %) présentées dans le rapport établi par les services du Fonds (tableau 2). Les créances nettes sur l'Etat qui, selon les projections, auraient dû doubler, n'ont augmenté que de 48 %, sous l'effet d'une diminution du déficit budgétaire au quatrième trimestre de l'année et d'un accroissement des emprunts

¹La mission était composée de MM. Buu Hoan (chef de mission), R. Franco, Y. Fassassi (PE), tous du Département Afrique, J. Tavares (Département des finances publiques) et de Mme I. Klotz (secrétaire, Département Afrique).

Tableau 1. Mauritanie - Principaux indicateurs économiques et financiers, 1979-82

	1979		1980		1981		1982	
	Résultats	Programme	Résultats	Programme	Résultats	Programme	Octobre, estimations	Estimations révisées
(Variations annuelles en pourcentage sauf indication contraire)								
Revenu national et prix								
PIB à prix constants	5,5	...	3,7	...	8,5	...	4,0	4,0
Déflateur du PIB	5,9	...	8,0	...	3,3	...	5,0	5,0
Prix à la consommation (ménages dont le revenu est élevé)	9,1	...	11,1	...	18,7	...	12,1	12,1
Secteur extérieur (base DTS)								
Exportations, f.o.b.	20,3	19,7	32,4	—	51,9	—	-5,5	-3,8
Importations, f.o.b.	3,7	16,3	11,5	31,5	32,8	31,5	22,9	4,5
Importations non pétrolières, f.o.b.	-3,3	13,4	18,3	13,4	23,1	13,4	25,0	7,0
Volume des exportations	20,0	...	20,5	...	34,1	...	-7,5	-6,5
Volume des importations	-8,3	...	-2,2	...	26,5	...	18,3	11,0
Termes de l'échange	-12,2	...	-2,9	...	7,9	...	-1,7	-1,4
Taux de change effectif nominal (dépréciation -)	-6,7	...	0,7	...	19,1	...	8,6	8,4
Budget de l'Etat								
Recettes, dons non compris	16,1	6,9	-17,0	22,8	36,7	22,8	-0,3	-9,9
Dépenses totales	-1,5	-7,3	-13,6	-1,0	14,1	-1,0	6,0	-4,8
Monnaie et crédit								
Crédit intérieur	5,9	37,3	18,0	22,2	15,8	22,2	28,3	19,6
Etat	71,0	248,4	86,3	98,3	43,2	98,3	97,3	48,2
Secteur privé	4,5	9,0	11,4	9,9	11,4	9,9	12,1	13,6
Monnaie et quasi-monnaie	13,8	19,8	20,5	21,8	33,2	21,8	21,9	-0,2
Vitesse de circulation (PIB/M2)	4,1	4,3	4,4	4,2	3,0	4,2	3,2	4,0
Taux d'intérêt (taux annuel maximum sur les dépôts)	6,0	9,0	9,0	9,0		9,0	9,0	9,0

Tableau 1 (fin). Mauritanie - Principaux indicateurs économiques et financiers, 1979-82

	1979	1980		1981		1982	
	Résultats	Programme	Résultats	Programme	Résultats	Octobre, 1 ^{er} estimations	Estimations révisées
(En pourcentage du PIB)							
Administration centrale							
Déficit budgétaire ³							
Dons non compris	18,7	12,6	13,8	8,3	9,1	12,7	11,3
compris dons	4,2	11,7	8,7	5,6	5,2	11,7	10,2
Financement bancaire intérieur	1,3	8,2	2,5	4,4	2,1	6,7	3,0
Financement extérieur (dons inclus)	17,0	4,4	11,3	3,8	8,0	4,3	6,5
Investissements intérieurs brut	24,8	...	36,0	...	38,2	37,7	35,1
Epargne nationale brute	-11,9	...	0,2	...	5,5	-6,4	6,2
Déficit des paiements courants ⁴							
Dons non compris	36,6	36,3	36,2	44,6	32,7	45,8	35,1
y compris dons	16,6	28,7	20,4	40,8	18,4	37,8	27,1
Encours de la dette extérieure ⁵	116,1	...	123,5	...	131,9	...	157,3
Ratio du service de la dette							
(en pourcentage des exportations	32,7	...	16,5	...	20,3	16,6	16,0
de biens et de services) ⁶							
Paiements d'intérêts (en pourcentage							
des exportations de biens et de							
services non facteurs)	8,9	...	7,4	...	6,5	8,0	7,4
(Millions de DTS, sauf indication contraire)							
Balance globale des paiements	18,9	-30,0	-29,7	-18,0	28,7	-38,2	-71,9
Réerves officielles brutes (en mois							
d'importations)	5,3	...	5,8	...	5,6	3,5	4,5
Encours des arriérés extérieurs au							
titre de la dette extérieure	14,5	--	38,6	--	20,4

Source : données communiquées par les autorités mauritaniennes et estimations des services du Fonds.

Estimations présentées dans le document SM/82/246.

2 Pondéré par les échanges, moyenne de la période.

³ Sur la base de l'exercice, y compris l'amortissement de la dette extérieure.

4° L'exclusion des paiements d'intérêts rééchelonnés.

5y compris le recours au crédit 'u Fonds et au crédit commercial à court terme; non compris les arriérés de paiements extérieurs.

Y compris le recours au crédit du Fonds et au crédit
également effectifs au titre du service de la dette

Tableau 2. Mauritanie - Situation monétaire, 1980-82

(Millions d'ouguiya, fin de période)

	1980	1981	1982	
			Octobre, estimations ¹	Résultats effectifs
Avoirs extérieurs (nets)	<u>-1.556</u>	<u>-737</u>	<u>-2.897</u>	<u>-4.941</u>
Banque centrale ²	1.346	1.639	...	-489
Banques créatrices de monnaie	-2.902	-2.376	...	-4.452
Crédit intérieur	<u>11.709</u>	<u>13.557</u>	<u>17.393</u>	<u>16.213</u>
Créances sur l'Etat (nettes)	1.628	2.331	4.814	3.455
Banque centrale ²	1.810	2.611	...	4.207
Banques créatrices de monnaie	-84	-1	...	-406
Administration des postes et Trésor	-98	-279	...	-346
Créances sur l'économie	10.081	11.226	12.579	12.758
Banque centrale	926	926	...	926
Banques créatrices de monnaie	8.869	10.014	...	11.425
Trésor	286	286	...	407
Monnaie et quasi-monnaie	<u>7.080</u>	<u>9.431</u>	<u>11.496</u>	<u>9.245</u>
Monnaie	5.677	7.654	...	7.135
Circulation fiduciaire hors banques et Trésor	2.376	2.678	...	2.950
Dépôts à vue	2.990	4.845	...	4.049
Administration des postes	311	131	...	136
Quasi-monnaie	1.403	1.777	...	2.110
Emprunts à long terme contractés par les banques	<u>414</u>	<u>201</u>	<u>77</u>	<u>74</u>
Autres postes (nets)	<u>2.659</u>	<u>3.188</u>	<u>2.923</u>	<u>1.953</u>

Source : données communiquées par les autorités mauritaniennes.

¹Estimations utilisées dans le document SM/82/246.²Non compris les fonds réservés pour les paiements au titre du service de la dette publique extérieure.

extérieurs par rapport aux précédentes estimations. En raison des restrictions rigoureuses auxquelles le crédit a été assujéti pendant le second semestre de l'année, la croissance des créances sur l'économie s'est ralentie mais, pour l'année entière, elles ont augmenté de 14 %, pourcentage qui dépasse de 2 % les projections antérieures. L'évolution du crédit intérieur et le gonflement des engagements extérieurs nets qui ont quintuplé - pour l'essentiel en raison d'une détérioration beaucoup plus forte que prévu de la balance des paiements globale - ont entraîné une stabilisation de l'expansion de la monnaie qui, selon les estimations précédentes, devait progresser de 22 % pour l'ensemble de l'année.

2. Evolution budgétaire

Les données budgétaires provisoires pour l'année civile 1982 indiquent que les recettes, de même que les dépenses, ont été nettement inférieures aux estimations précédentes, de ce fait, le déficit du Trésor n'a pas dépassé 3,5 milliards d'ouguiya (9,4 % du PIB), contre un montant de 4,1 milliards d'ouguiya précédemment estimé (tableau 3). Les mauvais résultats enregistrés par les recettes publiques (baisse de 10 %) sont principalement imputables aux retards intervenus dans l'émission des rôles d'impôt au titre de 1982, après l'adoption du nouveau code des impôts, et à une diminution substantielle des recettes fiscales et non fiscales procurées par le secteur de la pêche. En outre, les dépenses budgétaires ont baissé (5 %) en raison d'un ralentissement des ordonnancements et d'une diminution des paiements d'intérêt au titre de la dette extérieure par rapport au montant inscrit au budget, diminution qui s'explique du fait que les prévisions budgétaires ont été révisées et établies avec une plus grande exactitude. De surcroît, comme le financement extérieur net (1,7 milliard d'ouguiya) a presque doublé par rapport au niveau précédemment estimé, les autorités ont pu limiter le recours net de l'Etat au système bancaire à 1,1 milliard d'ouguiya, soit un niveau nettement inférieur à celui qui avait été précédemment prévu (2,5 milliards d'ouguiya).

Pour 1983, la législation financière prévoit une forte réduction du déficit du Trésor et qui devrait tomber à 1,3 milliard d'ouguiya, en raison du gonflement escompté des recettes budgétaires (60 %). Les services du Fonds, toutefois, ont estimé que le déficit atteindra au moins 3,3 milliards d'ouguiya (soit 7,9 % du PIB), même dans l'hypothèse où la Mauritanie obtiendra un réaménagement du calendrier de sa dette. En tenant compte du report à nouveau des impôts sur le revenu qui n'ont pas été recouvrés en 1982 et de l'importante réforme de structure de l'administration fiscale, les services du Fonds prévoient que les recettes augmenteront d'environ 27 %. La majeure partie de cette augmentation (1,7 milliard d'ouguiya) proviendra des recettes fiscales et non fiscales procurées par le secteur de la pêche, des impôts sur le revenu et les bénéfices et des taxes sur les produits pétroliers. Les dépenses totales et les prêts nets, y compris des crédits d'équipement d'un montant de 0,2 milliard d'ouguiya reportés à nouveau du précédent exercice, devraient s'accroître de 15 %, selon les projections, principalement sous l'effet d'un doublement des paiements d'intérêt au titre de la dette extérieure et d'un alourdissement de la masse salariale. On ne sait pas encore de façon précise comment les autorités mauritaniennes financeront le déficit et les paiements au titre de la dette extérieure,

Tableau 3. Mauritanie - Opérations du Trésor, 1981-83¹

(Millions d'ouguiya)

	1981	1982		1983	
		Octobre, estimations ²	Résultats provisoires	Budget ³	Estimations des services du Fonds
Racettes	6.981	6.960	6.293	10.115	7.988
Impôts sur le revenu et les bénéfices	1.847	2.013	1.397	2.141	1.816
Droits et taxes à l'importation	2.135	1.885	2.706	2.930	2.930
Racettes provenant du secteur de la pêche	1.393	1.467	707	2.800	1.175
Divers	1.606	1.595	1.483	2.244	2.067
Total des dépenses et prêts nets	-10.311	-11.046	-9.816	-11.462	-11.277
Déficit global	-3.330	-4.086	-3.523	-1.347	-3.289
Financement	3.330	4.086	3.523	1.347	3.289
Financement extérieur	1.985	937	1.742	1.347	...
Dons	1.347	390	427	377	...
Aide budgétaire	(960)	(90)	(173)	(375)	(...)
Comptes spéciaux du Trésor	(387)	(300)	(254)	(2)	(...)
Prêts (nets)	638	547	1.315	970	...
Tirages	(1.373)	(1.210)	(2.015)	(1.501)	(...)
Aide budgétaire	(1.349)	(1.210)	(1.964)	(1.500)	(...)
Comptes spéciaux du Trésor	(24)	(--)	(51)	(1)	(...)
Amortissement ⁴	(-735)	(-663)	(-700)	(-531)	(-751) ⁵
Système bancaire	703	2.483	1.124	—	...
Opérations du Trésor (nettes)	647	666	657	—	...
Dont : augmentation des arriérés	(436)	(...)	(491)	(...)	(...)

(En pourcentage du PIB)

Racettes budgétaires	20,6	18,7	16,9	24,4	19,3
Total des dépenses et prêts nets	30,4	29,6	26,3	27,6	27,2
Déficit global	9,8	10,9	9,4	3,2	7,9
Financement extérieur (net)	5,9	2,5	4,7	3,2	...
Financement bancaire	2,1	6,7	3,0	—	...

Source : données communiquées par les autorités mauritaniennes et estimations des services du Fonds.

¹Année civile.

²Estimations utilisées dans le document SM/82/246.

³Y compris la période complémentaire de trois mois.

⁴Paiements effectifs au titre de l'amortissement tels qu'ils apparaissent dans la balance des paiements à nouveau.

⁵Y compris le report d'un montant de 220 millions d'ouguiya au titre de 1982, mais non compris un montant de 839 millions d'ouguiya pour lequel les autorités espèrent obtenir en 1983 un réaménagement du calendrier des remboursements.

car elles ne s'attendent pas à recevoir de nouveaux dons et il est de plus en plus difficile d'obtenir des prêts assortis de conditions libérales destinés à financer le déficit budgétaire.

3. Evolution des paiements extérieurs

Sur la base des dernières données, le déficit courant en 1982 a été inférieur aux estimations précédentes, principalement du fait que les importations de biens et de services liées à des investissements publics directement financés à l'étranger ont été inférieures aux prévisions. Selon les dernières estimations, le déficit se serait creusé de 11 % et aurait atteint 231 millions de DTS (35 % du PIB) contre un montant de 306 millions de DTS (46 % du PIB), qui avait été précédemment estimé (tableau 4). Toutefois, les entrées de capitaux non monétaires (non compris les transferts officiels) ont été aussi nettement inférieures aux estimations initiales. La baisse des transferts officiels a été plus forte que prévu, en raison d'une réduction des subventions budgétaires et de l'aide alimentaire. Les décaissements officiels bruts ont également été inférieurs aux estimations antérieures sous l'effet du ralentissement du rythme des décaissements au titre de projets d'investissement. Les remboursements effectifs en capital ont été inférieurs aux estimations antérieures, en partie parce que les paiements qui étaient exigibles en 1982 avaient été surestimés et en partie du fait qu'une nouvelle accumulation d'arriérés a été enregistrée. Celle-ci n'a pas pu être estimée, car les négociations ouvertes avec plusieurs crédi-teurs et portant sur le réaménagement du remboursement d'une partie des arriérés n'étaient pas encore achevées au moment de la mission. Le solde des mouvements de capitaux privés à court terme a été nettement négatif, alors que, selon les estimations précédentes, il aurait dû être positif. Sur la base des variations des avoirs extérieurs nets, le déficit global de la balance des paiements s'est établi à 72 millions de DTS (au lieu de 38 millions de DTS) et il a été financé pour moitié par des prélèvements opérés sur des réserves de la banque centrale et pour moitié par une augmentation des engagements à court terme des banques commerciales. Le montant des nouveaux arriérés accumulés viendra, toutefois, s'ajouter au déficit global.

Les perspectives pour 1983 laissent entrevoir une nouvelle détérioration de la position extérieure de la Mauritanie. La croissance des exportations devrait être faible (4 % peut-être) étant donné la faiblesse persistante de la demande mondiale de minerai de fer et les difficultés continues auxquelles se heurte la mise en oeuvre de la nouvelle politique que les autorités ont adoptée pour le secteur de la pêche. En dépit des mesures prises pour freiner la demande, les importations devraient augmenter de 14 % en raison d'un accroissement des importations de céréales dû à la mauvaise récolte de 1982/83 et des biens d'équipement destinés aux nouveaux projets exécutés dans le cadre du Quatrième plan de développement et financés à l'étranger. Etant donné l'augmentation des paiements nets au titre des services et des transferts privés, le déficit courant devrait augmenter de 20 % et atteindre 280 millions de DTS (36 % du PIB). Les transferts officiels - essentiellement sous forme d'aide alimentaire - devraient augmenter de 58 % et atteindre 41 millions de DTS. Les décaissements officiels bruts devaient s'accroître de 20 % en liaison avec l'exécution des projets

Tableau 4. Mauritanie - Balance des paiements
(présentation analytique), 1981-83

(Millions de DTS)¹

	1981	1982		1983 Projections
		Octobre, estimations ²	Estimations révisées	
Exportations, f.o.b.	229,1	216,5	220,4	230,0
Importations, f.o.b.,	-327,8	-402,8	-342,4	-389,8
Balance commerciale	-98,7	-186,3	-122,0	-159,8
Services et transferts privés nets	-108,3	-119,8	-108,6	-119,7
Dont :				
Paielements d'intérêt prévus	-32,7	(-32,4)	(-32,2)	(-30,7)
Redevances du secteur de la pêche	13,1	(8,4)	(4,1)	(8,6)
Solde des opérations courantes	-207,0	-306,1	-230,6	-279,5
Transferts officiels (nets)	85,3	52,6	25,7	40,7
Capitaux non monétaire (nets)	150,4	215,3	133,0	140,2
Investissement direct (net)	18,9	17,1	(15,4)	(5,2)
Décaissement officiel brut	(114,0)	(197,8)	(154,2)	(185,2)
Amortissement prévu	(-58,3)	(-42,4)	(-42,1)	(-50,2)
Allégement de la dette	(54,1)	(25,7)	(28,6) ³	(...)
Autres ⁴	(21,7)	(17,1)	(-23,1)	(...)
Balance globale	28,7	-38,2	-71,9	-98,6
Avoirs extérieurs nets	-10,4	...	71,9	...
Banque centrale	-2,7	38,2	36,4	...
Avoirs	(-29,7)	(...)	(37,5)	(...)
Engagements	(27,0)	(...)	(-1,1)	(...)
Banques commerciales	-7,7	...	35,5	...
Arriérés (diminution -)	-18,3	--

Source : données communiquées par les autorités mauritaniennes; et estimations des services du Fonds.

¹ Convertis aux taux annuels moyens suivants pour 1 DTS : 56,904 ouguiya (1981); 57,573 ouguiya (1982 - estimations), 57,942 ouguiya (1982 - estimations révisées et 1983).

² Estimations utilisées dans le document SM/82/246.

³ Y compris un montant indéterminé de nouveaux arriérés accumulés.

⁴ Ce poste comprend les capitaux privés et les capitaux à court terme, les allocations de DTS, les erreurs et omissions et l'ajustement de la valeur.

d'investissement déjà lancés et des nouveaux projets. Les paiements d'amortissement de la dette prévus (avant la nouvelle négociation portant sur un réaménagement de la dette) devraient augmenter de 19 % et atteindre 50 millions de DTS. Compte tenu de ces facteurs, le déficit global devrait de nouveau se creuser et atteindre 99 millions de DTS (soit l'équivalent de 15 % du PIB). Puisque le système bancaire doit effectuer des versements au titre de la dette à court terme (environ 74 millions de DTS), des dépôts à court terme des pays producteurs de pétrole arrivant notamment à échéance, les besoins de financement extérieurs (avant l'allègement de la dette) sont estimés à 173 millions de DTS pour 1983. A la fin de 1982, les réserves officielles brutes de la Mauritanie s'établissaient à 126 millions de DTS, soit l'équivalent de quatre mois d'importations estimées de 1983.

Les perspectives à moyen terme de la balance des paiements (1984-86) restent entourées d'incertitude, non seulement en ce qui concerne l'avenir de l'économie mondiale mais aussi quant à la mesure dans laquelle la Mauritanie parviendra à appliquer les nouvelles mesures d'ajustement et obtenir une aide extérieure supplémentaire. Selon toute vraisemblance, la position des comptes extérieurs demeurera faible au cours des prochaines années, étant donné les faiblesses structurelles de l'économie mauritanienne, l'ampleur du fardeau de la dette extérieure déjà accumulée et la tendance à la baisse de l'aide sous forme de dons. Si une reprise intervient sur le marché mondial du minerai de fer, si le développement de la production de minerai de fer se poursuit en 1984 et si la nouvelle politique dans le domaine de la pêche est mise en oeuvre avec succès, les exportations de biens et de services pourraient s'accroître d'environ 16 % par an au cours de la période de quatre ans allant de 1983 à 1986. Sur la base de cette croissance escomptée des exportations et de l'encours des engagements au titre de la dette au 31 décembre 1981, qui comprennent un montant important qui n'a pas encore été décaissé mais ne prennent pas en compte les arriérés de paiements accumulés à la fin 1982, les paiements prévus au titre du service de la dette augmenteront rapidement par rapport aux exportations de biens et de services non facteurs.

Etant donné les paiements au titre de la dette extérieure exigibles en 1983 et à moyen terme, il apparaît clairement que, même si les autorités appliquaient des mesures d'ajustement intérieures rigoureuses, la Mauritanie ne pourra pas rétablir une position extérieure viable sans un important réaménagement du calendrier de la dette existante. En outre, les autorités auront besoin d'un volume d'aide supplémentaire si elles veulent être à même de continuer à financer les projets productifs et de remettre l'économie sur pied.